

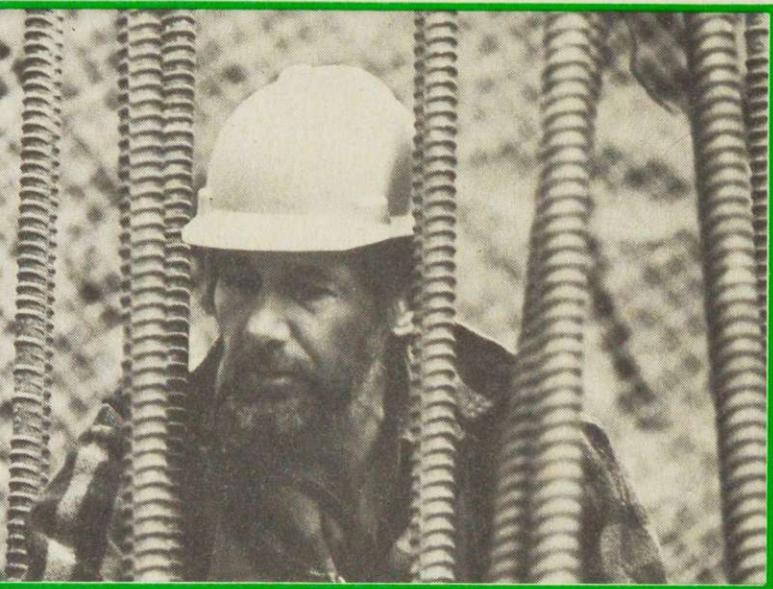
dossier CSN

janvier 1982



CSN

**DOCUMENT D'ÉTUDE PRÉPARÉ
POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX
SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE**



Durant trois jours en décembre dernier, les délégués au Conseil confédéral de la centrale, auxquels s'étaient joints des représentants de plusieurs organisations syndicales et populaires, ont tenté de comprendre ce qui arrivait au plan économique, particulièrement chez nous.

Pourquoi les prix montent-ils si rapidement?

Pourquoi les taux d'intérêts sont-ils si élevés?

Pourquoi le chômage frappe-t-il tellement de monde, plus que jamais auparavant?

Pourquoi ces coupures de postes dans les services publics, ces coupures dans les services à la population?

Comment ça se fait que les terrains de General Motors à Ste-Thérèse sont pleins d'automobiles invendues pendant que des dizaines de milliers de personnes auraient besoin d'une auto neuve, mais ne peuvent pas l'acheter?

Qu'est-ce qui se passe?

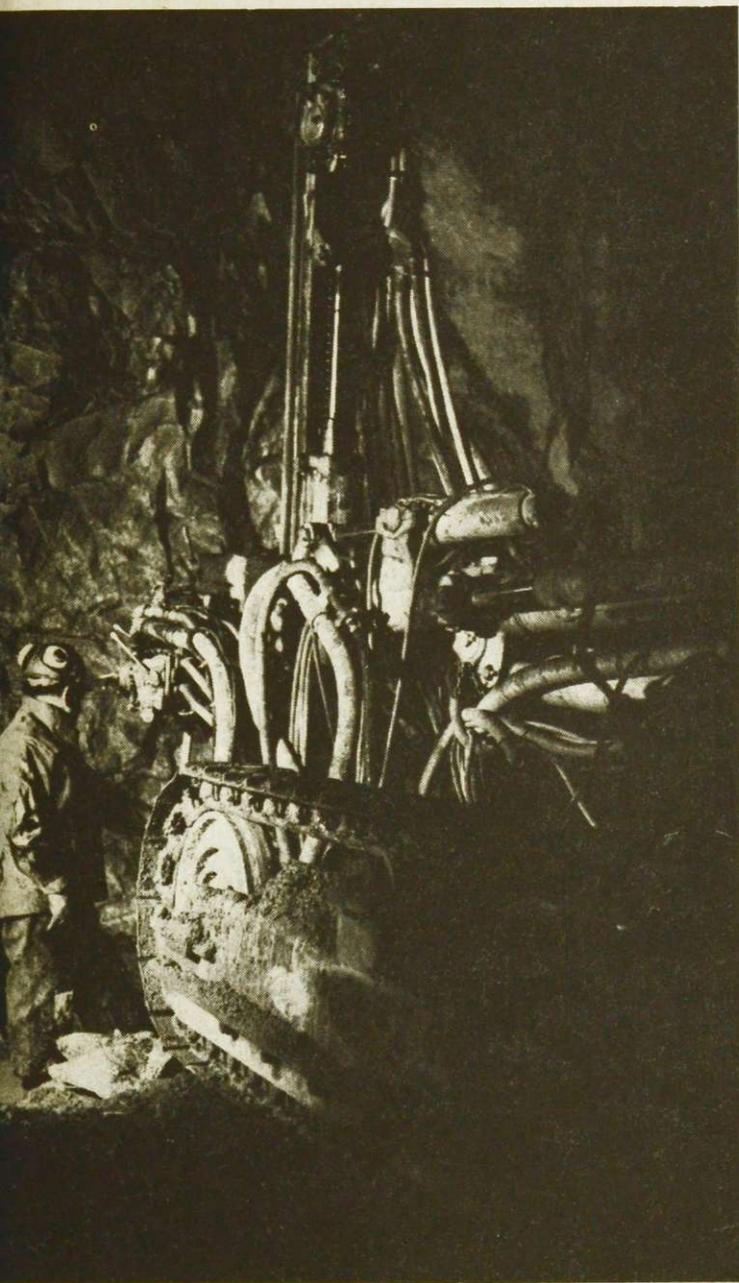
Nous avons étudié la situation; dressé des

hypothèses. Il s'agit là du début d'un travail que nous devons poursuivre. Il n'est pas complet. Nous ne touchons pas, par exemple, les politiques monétaires des gouvernements et leurs rapports avec l'inflation. Ni ce que signifie actuellement l'organisation du travail dans le contexte de crise que nous traversons. Nous y reviendrons.

Les militants ont le devoir de regarder la réalité, d'essayer de comprendre le jeu des forces économiques, pour mieux asseoir leur argumentation, mettre de l'avant leurs revendications. Dans ce domaine, on ne peut pas se satisfaire de slogans.

Inflation, chômage, production, ce n'est pas seulement des statistiques. C'est surtout des conditions de vie terriblement présentes pour des centaines de milliers de personnes et leurs familles.

Tout cela, il nous faut le prendre en compte, syndicalement, pour continuer de tenter, dans la mesure de nos moyens, de transformer le réel.



LA PRODUCTION STAGNE

De 1977 à 1980, la somme de toutes les richesses produites au Canada, ce qu'on appelle le produit intérieur brut (PIB), n'a augmenté en termes réels que de 2,3% par année. Ce qui est presque deux fois plus faible que l'augmentation connue depuis le début des années '70, soit 4,4% par année.

L'année 79-80 marque encore davantage cette chute de la production puisque le PIB n'a augmenté que de 0,3%.

La stagnation économique actuelle prend tout son relief quand on compare ce qui se passe aujourd'hui à la situation des années '60, où la croissance moyenne annuelle avait été de 5,3%.

L'INFLATION S'EST EMBALLÉE

Mais ce n'est pas tout!

Cette stagnation de la production s'accompagne d'une flambée des prix inconnue jusqu'ici. Si, par exemple, entre 1953 et 1954, la production avait diminué de 1,4%, les prix, en revanche, n'avaient augmenté que de 1,6%. Or, en 1980, pendant que la production n'augmentait que de 0,3%, les prix montaient de 10,2%. C'est toute une différence.

Les prix suivent une courbe ascendante depuis les années soixante, où ils avaient augmenté en moyenne de 2,3% par année. Du début de la décennie '70 jusqu'en 1977, la hausse avait été de 8,1% par année; de 1977 à 1980, nouveaux sommets à 9,1% par année.

Rien ne permet de croire, au contraire, que cette tendance ne se maintiendra pas.



UN CHÔMAGE TERRIBLE

De 1977 à 1980, le niveau moyen du chômage a atteint 7,8% de la main-d'oeuvre. Jamais, depuis trente ans, les travailleurs n'ont autant souffert du chômage.

Les premières années de la décennie '70 avaient connu un niveau moyen de 6,4% alors que durant les années soixante, le chômage moyen avait été de 5,4%.

Encore que ces chiffres à l'échelle canadienne ne traduisent pas complètement la réalité québécoise, où le taux de chômage est toujours plus élevé et où dans certaines régions le niveau du chômage atteint facilement le double de la moyenne nationale.

Sans compter, non plus, les nombreux changements à la loi de l'assurance-chômage, qui ont pour effet de mettre fin à l'éligibilité aux prestations pour des milliers de travailleurs, les transférant ainsi à la charge de l'assistance sociale. De plus, ces statistiques sous-estiment le chômage réel parce qu'elles ne tiennent pas compte des milliers de personnes qui se découragent de chercher un emploi et qui, de ce fait, n'apparaissent plus à la liste du chômage officiel.

Depuis trois ans, on constate:

- que la croissance économique est quasiment inexistante,
- que les prix augmentent comme jamais auparavant,
- que le chômage atteint des sommets records.

Mais comment ces phénomènes touchent-ils les différents "agents économiques", compagnies, administrations publiques, particuliers?

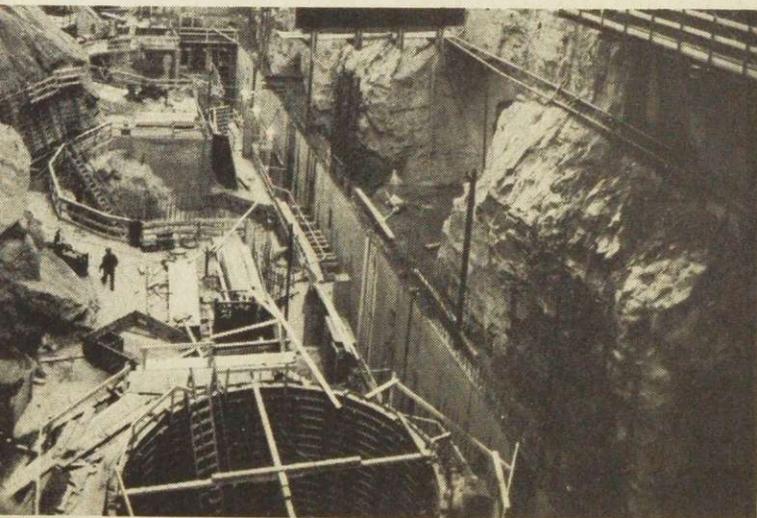
COMPAGNIES:

Un "pouvoir d'achat" plus fort que jamais

Entre 1977 et 1980, la capacité d'investir⁽¹⁾ des sociétés a augmenté de 13,7%. Cela représente plus du double de ce qu'elles avaient connu depuis le début des années '70 et durant les années soixante, alors que la capacité d'investir avait été de 5,3% et 5,7%.

Quant aux bénéfices après impôt, on constate le même phénomène. Depuis 1977, les bénéfices augmentent en moyenne de 23% par année. Cette hausse s'était établie à 13,4% au début des années '70 et à 7,9% pour les années soixante.

La situation économique actuelle n'écrase donc pas les compagnies dans leur ensemble même si certaines, la plupart petites et moyennes entreprises, éprouvent aujourd'hui des difficultés considérables. Nous y reviendrons.



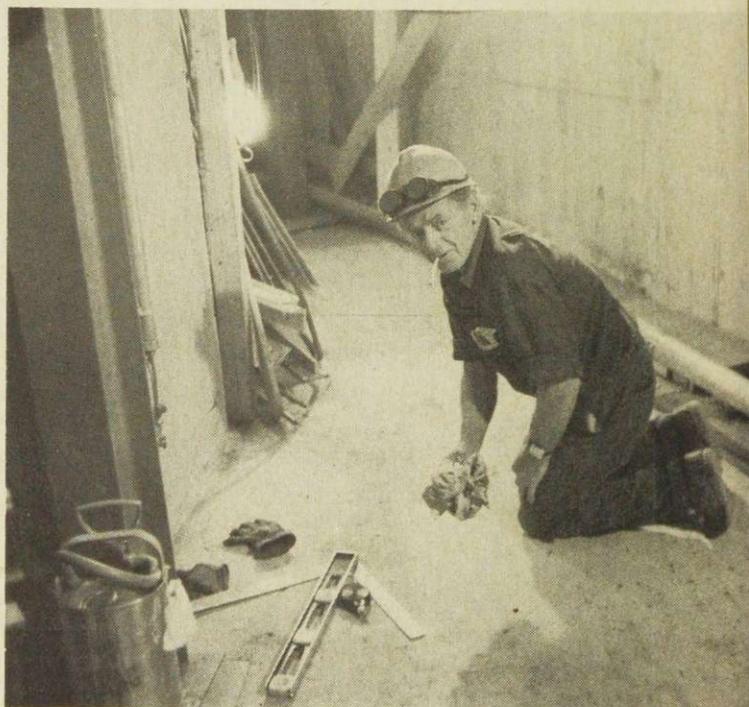
PARTICULIERS:

Un "pouvoir d'achat" qui décroît

Contrairement aux compagnies dont la plupart profitent des difficultés économiques actuelles, les particuliers en subissent intégralement les effets.

Malgré une augmentation moyenne de 11,4% du revenu disponible des particuliers en 1980, leur pouvoir d'achat, compte tenu de la hausse des prix, n'a cru que de 0,8%. D'ailleurs, depuis 1977, le pouvoir d'achat des particuliers n'augmentait que de 2,1% par année, comparé à 6,1% pour la première partie des années '70.

(1) Bénéfices des corporations après impôts exprimés en dollars constants.



ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Un taux de croissance du "pouvoir d'achat" qui décline

Depuis le début des années '70, pour des raisons qui, pour une grande mesure, tiennent à leurs choix politiques, la capacité des administrations publiques de mettre à la disposition de la population des services collectifs de santé, éducation, etc., n'a augmenté que de 0,9% annuellement, en moyenne.

On comprend la gravité de la situation quand on constate que ce "pouvoir d'achat" des administrations publiques croissait au rythme de 7,2% durant les années soixante.

Tout le monde n'est pas affecté de la même façon par le ralentissement de la croissance, la flambée des prix et le chômage élevé. Plus que jamais, les inégalités s'accroissent.

Plusieurs indices viennent confirmer cette tendance:

- Les disparités salariales sont de plus en plus profondes;
- Les travailleurs au salaire minimum voient leurs conditions se détériorer;
- Le nombre d'assistés sociaux augmente mais la valeur de leurs prestations diminue;
- La distribution du chômage;
- Les jeunes et les femmes sont encore davantage touchés par le chômage;
- Les revenus du travail augmentent moins que ceux de placements ou dépôts.

Il faut aussi ajouter à cela que le ralentissement de la croissance des services publics approfondit, lui aussi, l'inégalité des situations économiques personnelles.

LES DISPARITÉS SALARIALES SONT DE PLUS EN PLUS PROFONDES

Ce sont les plus démunis qui sont le plus frappés par les effets du ralentissement de la croissance et de la flambée des prix.

Entre 1977 et 1980, la rémunération hebdomadaire moyenne a progressé d'autant plus lentement, ou régressé d'autant plus vite, que le secteur d'activité emploie des effectifs plus importants de bas salariés.

Ainsi, dans le secteur "Services" (coiffeurs, hôtels, restaurants, etc.), où elle n'était que de 106,52\$ en 1977, la rémunération hebdomadaire réelle a diminué de 2% par année au cours des trois dernières années. Même tendance pour le secteur "Commerce", où la rémunération hebdomadaire moyenne a diminué chaque année de 1,1% depuis 1977.

LES TRAVAILLEURS AU SALAIRE MINIMUM VOIENT LEURS CONDITIONS SE DÉTÉRIORER

On estime à près de un million le nombre de travailleurs et travailleuses canadiens, massivement des femmes et des jeunes, la plupart non syndiqués, qui sont payés au salaire minimum ou encore qui sont rémunérés à un niveau si voisin de ce dernier que tout relèvement ou abaissement de ce plancher se répercute à peu près intégralement sur le niveau de leurs revenus salariaux.

Cette masse de travailleurs(euses) paie cher aujourd'hui cette crise économique.

Depuis 1977, le salaire minimum au Québec régresse de 3,5% par année en termes réels.

De 1961 à 1977, en comparaison, le salaire minimum légal avait augmenté en moyenne de 4,5% par année en termes réels. Tous les gains faits en terme de réduction d'écart depuis 1961 sont en train d'être effacés. De 1961 à 1977, le salaire minimum avait progressé plus rapidement que la rémunération hebdomadaire moyenne (4,5% contre 2,5%). De plus, pendant que la rémunération hebdomadaire moyenne augmente depuis trois ans de 1,0% par année, le salaire minimum diminue, comme on vient de le voir, de 3,5%.

LE NOMBRE DES ASSISTÉS SOCIAUX AUGMENTE ET LA VALEUR DE LEURS PRESTATIONS DIMINUE

Les bénéficiaires de l'aide sociale sont aujourd'hui non seulement plus nombreux que jamais, mais la va-



leur réelle de leurs prestations fond comme neige au soleil.

En juin 1980, le Québec comptait 282,600 ménages "assistés sociaux", soit 9,1% d'augmentation en un an. Depuis 1973, le nombre de ménages obligés de recourir à l'aide sociale a augmenté de 6,6% par année.

En 1980, le pouvoir d'achat des prestations d'aide sociale a décliné de 1,0%. On estime qu'avec leurs dépendants, ce sont environ 500,000 Québécois qui sont touchés directement par cette aggravation de leurs conditions de vie.

LES JEUNES ET LES FEMMES SONT ENCORE DAVANTAGE TOUCHÉS PAR LE CHÔMAGE

En 1979, le taux de chômage des femmes était sensiblement plus élevé que celui des hommes. À 8,2%, il lui était supérieur de 20,6%.



L'écart entre les moins de 25 ans et les autres est encore plus important. En 1980, 13,0% des moins de 25 ans étaient chômeurs, un pourcentage presque trois fois plus élevé que celui des plus de 25 ans.

DISTRIBUTION DU CHÔMAGE (MAI 1980) ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES, LES MOINS DE 25 ANS ET LES 25 ANS ET PLUS

	Taux de chômage
les hommes	6,8
la moyenne	7,5
les femmes	8,2
les plus de 25 ans	5,3
la moyenne	7,5
les moins de 25 ans	13,0

LA DISTRIBUTION DU CHÔMAGE

On trouve là encore un autre indice que les inégalités ne sont pas vécues de la même façon partout.

C'est au niveau de la direction et de l'administration (cadres) qu'on est le moins touché par le chômage et qu'on traverse le plus allégrement la crise, comme le

rapportait le *Financial Post*, qui révélait qu'en 1980, les cadres supérieurs et intermédiaires, qui gagnent en moyenne 42,000\$ en salaire et presque autant en bonis divers, avaient vu leurs salaires grimper de 12,7% et leurs bonis de 15,2%.

DISTRIBUTION DU CHÔMAGE ENTRE LES DIFFÉRENTES PROFESSIONS

	%
direction et administration	2,3
enseignement	3,1
médecine et santé	3,1
agriculture	5,7
conduite de machines et appareils	4,9
commerce	5,3
arts et activités récréatives	8,0
transports	7,2
employés de bureau	6,3
usinage de matières premières	8,3
fabrication, montage et réparation	8,3
moyenne	7,5
sciences sociales	7,7
traitement de matières premières	9,1
services	9,5
mines et carrières	9,1
métiers de la construction	13,0
manutention	10,4
exploitation forestière	21,3





LES EFFETS DU RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE DES SERVICES PUBLICS

Le fait qu'on ait diminué le développement des services publics depuis le début des années '70 contribue à accentuer les inégalités.

Ce sont les familles à faibles revenus qui seraient le plus touchées si on éliminait les services publics d'éducation, ou encore si on mettait fin à l'assurance-santé.

Ce sont les familles les plus démunies qui font les frais du ralentissement de la croissance des services publics, comme le démontre l'exercice arithmétique suivant, où les écarts observés dans la croissance du bien-être des ménages à l'aise, moyens et pauvres ne tiennent qu'à l'accélération ou au ralentissement de la croissance réelle des services publics. Résultat: en 1978 et 1979, le seul ralentissement de la croissance des dépenses publiques réelles en biens et services avait entraîné une augmentation du bien-être des ménages pauvres de 26% inférieure à celle des ménages mieux nantis.

LES REVENUS DU TRAVAIL AUGMENTENT MOINS QUE CEUX DE PLACEMENTS OU DÉPÔTS

Les ménages dont une part importante des revenus provient de placements ou de dépôts semblent moins touchés par le ralentissement de la croissance économique que ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre.

Or, comme ceux qui peuvent faire des placements sont déjà mieux nantis que ceux qui n'ont que leurs salaires, il y a là un signe d'inégalité évident.

VARIATIONS ANNUELLES DU "BIEN-ÊTRE" RÉEL D'UN MÉNAGE À L'AISE (REVENU PERSONNEL DISPONIBLE DEUX FOIS SUPÉRIEUR À LA MOYENNE), D'UN MÉNAGE MOYEN ET D'UN MÉNAGE PAUVRE (REVENU PERSONNEL DEUX FOIS PLUS PETIT QUE LA MOYENNE)

	ménage à l'aise (environ 32,000\$)	ménage moyen (environ 16,000\$)	ménage pauvre (environ 8,000\$)
1950-1969	4,73%	5,13%	5,24%
1970-1977	5,98%	5,80%	5,53%
1978-1979	2,83%	2,54%	2,10%
1979-	2,32%	1,99%	1,49%

LES VARIATIONS ANNUELLES EN % DES REVENUS PERSONNELS ASSOCIÉS AU TRAVAIL ET AUX PLACEMENTS

	revenus du travail \$ réels	revenus de placements \$ réels
1959-1977	5,7%	8,0%
1977-1980	1,3%	9,3%
1979-1980	0,6%	5,2%



LA CRISE FRAPPE TOUS LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Il n'y a pas qu'au Canada ou au Québec que la crise frappe. Tous les pays industrialisés sont touchés par une stagnation de la production, une accélération de la hausse des prix et une augmentation des taux de chômage.

Les tableaux qui suivent en font la démonstration de façon éloquente pour les 23 pays industrialisés membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

PRODUCTION

	Moyenne 1968-1978	1978	1979	1980
États-Unis	3,1	4,8	3,2	- 0,1
Japon	6,6	5,9	5,9	5,0
Allemagne	3,5	3,3	4,5	1,7
France	4,4	3,6	3,3	1,7
Royaume-Uni	2,3	2,4	0,7	- 1,6
Italie	3,4	2,6	5,0	3,7
Canada	4,4	3,6	2,8	0,1
Sept principaux pays	3,7	4,4	3,8	1,3
Seize pays plus petits	3,9	2,4	2,7	1,5
Ensemble de l'OCDE	3,8	3,9	3,6	1,4

INFLATION

	1978	1979	1980
États-Unis	7,7	11,3	13,5
Japon	3,8	3,6	8,0
Allemagne	2,7	4,1	5,5
France	9,1	10,8	13,6
Royaume-Uni	8,3	13,4	18,0
Italie	12,1	14,8	21,2
Canada	9,0	5,1	10,1
Sept principaux pays	7,0	9,3	12,1
Seize pays plus petits	11,5	11,8	16,8
Ensemble de l'OCDE	7,9	9,8	12,8

CHÔMAGE

	1978	1979	1980
États-Unis	5,9	5,7	6,9
Japon	2,2	2,1	2,0
Allemagne	3,5	3,2	3,2
France	5,1	5,9	6,2
Royaume-Uni	6,1	5,8	6,9
Italie	7,1	7,5	7,5
Canada	8,3	7,5	7,5
Sept principaux pays	5,1	5,0	5,4
L'ensemble de l'OCDE	5,2	5,1	5,6

DANS LE TIERS MONDE, LES ÉCONOMIES SONT DOMINÉES

L'état de crise qui règne dans les grands pays industrialisés est directement transmis, on le comprendra, aux pays du Tiers monde.

Fournisseurs de matières premières ou de produits agricoles, leur pauvreté n'a cessé de s'approfondir en raison de la dégradation du prix des produits sur lesquels repose en quasi totalité leur économie (sucre, thé, coton, jute, etc.).

Forcés d'emprunter sur les marchés mondiaux, la dette globale des pays du Tiers monde s'élevait en 1980 à US 416 \$ milliards. Et encore, les plus pauvres parmi les pays pauvres n'ont même plus accès aux emprunts.

ÇA S'AGGRAVE!

Au Canada, on prévoit pour 1981 et on annonce pour 1982 des taux de croissance réelle de 2,5 ou 3,0 pourcent. Après le "creux" conjoncturel de 1980, cette reprise modérée exprime bien davantage la prolongation de la «morosité économique» que connaît l'économie canadienne depuis 1973 que l'amorce d'une sortie de crise.

"On risque de beaucoup parler de chômage cet hiver. Déjà, en octobre, le marché du travail québécois battait plusieurs records peu enviables. En novembre, c'est tout simplement la catastrophe. C'est que le nombre d'emplois a chuté de 67,000 en novembre par rapport à l'an dernier. Mais la situation est pire que ce que laissent entrevoir les chiffres parce qu'en fait, la province a perdu 90,000 emplois à temps plein en un an", écrivait le journaliste Alain Dubuc, de *La Presse*, se basant sur les chiffres publiés par Statistique Canada.

Le 20 janvier, les nouvelles nous apprenaient que 237,000 emplois avaient été perdus dans le secteur manufacturier durant les trois derniers mois.

DOUBLE RECORD POUR LE QUÉBEC

349,000 CHÔMEURS

LE TAUX DE CHÔMAGE ATTEINT 11,8 POUR CENT

■ Les conclusions d'une enquête sur la population active effectuée par Statistique Canada montrent que la situation du marché du travail, au Québec, a atteint la cote d'alerte, et expliquent dans une large mesure le marasme dans lequel le Canada se trouve actuellement plongé dans ce domaine.

LA PRESSE, MONTRÉAL, SAMEDI 9 JANVIER 1982

On vient de constater *les effets* de la crise économique que nous traversons: chute de la production, inflation galopante, hausse du chômage.

On a pu voir aussi qui *faisait les frais* de cette crise: bas salariés, assistés sociaux, femmes et jeunes, travailleurs (euses).

Mais est-il possible de savoir d'où cela vient?

Quelles sont les origines de cette situation?

Que se passe-t-il réellement?

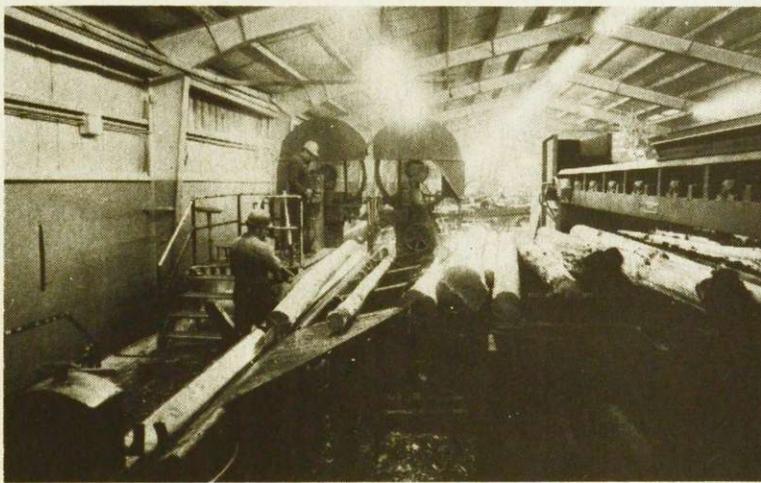
Essayons de comprendre...

LA PREMIÈRE CARACTÉRISTIQUE DE LA CRISE QUE TRAVERSE L'ÉCONOMIE CANADIENNE DEPUIS 1973 EST LE RALENTISSEMENT DE LA PRODUCTION

À quoi peut-on attribuer ce ralentissement?

Il faut d'abord rappeler, comme on l'a vu au début, que la production canadienne n'a augmenté que de 2,3% par année depuis 1977 alors que durant la première partie des années '70, cette augmentation annuelle s'était située à 4,4%. La production avait crû de 5,3% par année au cours des années soixante.

La production stagne donc.



Est-ce dû à un ralentissement de la croissance de l'emploi?

Est-ce dû à un ralentissement de la croissance des investissements?

Est-ce dû à un ralentissement de la "productivité du travail"?

Est-ce dû à un ralentissement de la "productivité du capital"?

Le tableau qui suit, et qui couvre l'évolution de ces quatre facteurs au cours des décennies '50, '60 et '70, apporte déjà quelques éléments d'éclairage susceptibles de nous aider à y voir clair.

Voyons de plus près.

Ensemble des industries non agricoles

Variations annuelles en pourcentage

	Production en volume	Emploi heures-personnes	Productivité (1) Production heures-personnes en \$	Capital net* (2)	Productivité du capital (3)
1951-1960	4,2	1,0	3,2	6,5	-2,4
1961-1970	5,3	2,2	3,0	4,7	0,2
1971-1980	3,8	2,4	1,3	4,9	-1,2

- (1) la productivité du travail serait le volume de produits engendrés par une heure de travail.
- (2) le capital net représente le volume des équipements et bâtiments productifs.
- (3) la productivité du capital serait le volume de produits engendrés pour chaque dollar investi.

L'emploi?

Mesuré par le nombre d'heures-personnes engagées dans la production, l'emploi, entre 1970 et 1980, a augmenté à un rythme annuel de 2,4%. Il n'y a donc pas là de ralentissement puisque la moyenne qui avait marqué la décennie précédente était de 2,2%. Les derniers mois, cependant, font voir une aggravation subite de la situation de l'emploi, comme on l'a vu plus haut.

Le capital investi?

On ne peut soutenir que le ralentissement de la production soit dû à une baisse des investissements. En effet, au cours des années soixante, le stock net de capital ⁽¹⁾ avait augmenté au rythme de 4,7% par année, soit sensiblement le même que celui observé au cours des années '70.

La "productivité du travail"?

Il y a là un ralentissement considérable en regard des décennies précédentes. On constate en effet que la productivité du travail, mesurée par le volume de la production par heure-homme, avait augmenté de 3,0% par année au cours des années '60 mais que depuis le début des années '70, l'augmentation n'est plus que de 1,3% par année.

La "productivité du capital"?

Là aussi, on constate un ralentissement important. Alors qu'elle avait augmenté au rythme d'environ 0,2% par année durant les années '60, la productivité du capital décline de 1,2% par année depuis 1970.

À première vue, donc, le problème semble se situer au niveau du ralentissement de la croissance de la productivité. Mais à quoi ce ralentissement peut-il être attribué?

(1) Mesure du volume des équipements et bâtiments productifs.

QUELQUES QUESTIONS

La chute de la productivité vient-elle d'une baisse de la production elle-même?

Il pourrait bien arriver que le ralentissement de la croissance de la productivité soit un effet, et non la cause, du déclin de la croissance de la production. On peut soupçonner en effet que tout ralentissement de la production provoqué par une compression de la demande (par exemple, diminution du nombre d'automobiles produites à cause d'une chute de la demande de voitures neuves), risque de se traduire par une efficacité moindre de l'appareil productif (bâtiments, équipements).

Même chose pour le travail qui, même s'il est plus souple que le capital (les entreprises peuvent réduire la durée du travail, réduire le temps supplémentaire, procéder à des licenciements), ne peut être ajusté instantanément suivant la demande. D'où encore chute de productivité.



Il arrive aussi qu'une entreprise, escomptant des taux de profits insuffisants, ralentisse délibérément la production en attendant des jours meilleurs. D'où, encore, chute de productivité.

A-t-on affaire à un effet de la détérioration des conditions d'exploitation des ressources humaines?



Qui n'a pas entendu des porte-parole patronaux attribuer le freinage de la croissance de la productivité du travail ou l'accélération du déclin de la productivité du capital à l'intensification des résistances ouvrières?

On parle de travailleurs qui ont moins de "coeur à l'ouvrage" qu'avant, qui ne portent plus à leur travail le même intérêt que jadis. On évoque les nombreuses contraintes des conventions collectives qui encadreraient trop étroitement le pouvoir de décision de la gérance en matière d'organisation du travail, de déplacement de la main-d'oeuvre, de mises à pied ou de changements technologiques. On évoque les réglementations étatiques qui forceraient les entreprises à adopter des pratiques contraires au développement de la productivité. On parle de pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, de désuétude rapide des qualifications existantes. On parle aussi, à l'occasion, du système public d'éducation qui, non seulement préparerait mal les jeunes au marché du travail, mais leur inculquerait des idées négatives voire même contestatrices à l'égard des "entrepreneurs". Certains avancent même que l'arrivée des femmes "non rompues à la discipline industrielle et "enclines" à s'absenter souvent" — sur le marché du travail aurait contribué à limiter la croissance de la productivité.

A-t-on plutôt affaire à un effet de la détérioration des conditions d'exploitation des ressources naturelles?

Se pourrait-il que la nécessité qui est aujourd'hui la nôtre d'exploiter des gisements de minerai plus pro-

fonds, des forêts plus éloignées des usines, de harnacher des cours d'eau plus lointains, de pomper le pétrole dans des régions moins accessibles ou de l'arracher à des sables bitumineux ne serait pas à l'origine, dans une grande mesure, du ralentissement de la croissance de la productivité apparente du travail?

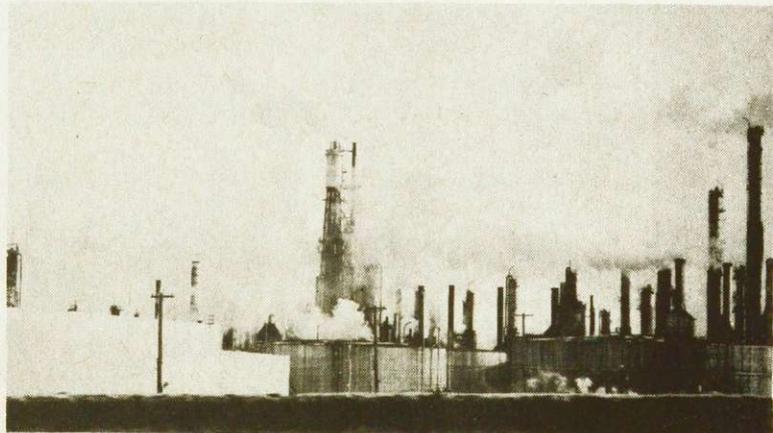
Ou encore, les réglementations gouvernementales relativement à la protection de l'environnement n'obligeraient-elles pas les entreprises à des immobilisations improductives?

Est-ce plutôt un effet de l'évolution de la structure de la production canadienne?

Est-ce que progressivement, au cours des années '70, le centre de gravité de l'ensemble des activités de production ne se serait pas déplacé vers les branches industrielles à productivité sinon plus faible, du moins à croissance plus lente? Ce qu'on appelle la "tertiarisation" de l'activité économique, soit la tendance à l'augmentation des activités de services, aurait-elle joué un rôle important?

Tous ces facteurs peuvent avoir joué ensemble; certains beaucoup moins. Ils peuvent avoir été déclenchés indépendamment les uns des autres, mais il est aussi possible que l'entrée en jeu de certains d'entre eux ait entraîné des conséquences sur d'autres.

C'est cet écheveau qu'il faut tenter de démêler.



La tendance à l'augmentation des services dans l'activité de production (tertiarisation) semble avoir joué un rôle majeur dans le ralentissement de la croissance de la productivité.

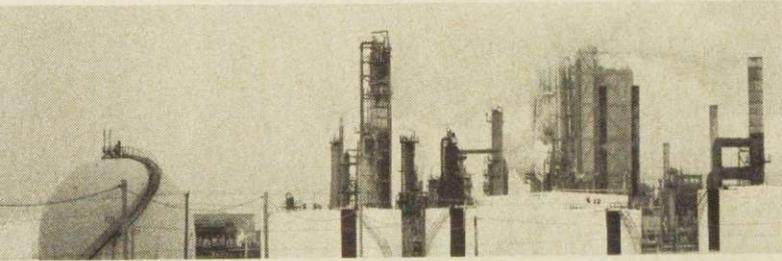
On doit constater tout d'abord que depuis 1950, il s'est produit un net déplacement des centres de gravité économique vers les industries de services. En 1950, 47% du travail engagé dans le secteur marchand de la production l'était dans les industries de services. En 1980, le pourcentage avait atteint 61,4%. Cette progression, encore plus rapide durant les années '70, s'est surtout faite au dépens de l'industrie manufacturière, dont la part de l'activité économique a décliné au rythme de 2% par année pendant cette dernière décennie.

En fait, c'est à partir de 1965 que le déplacement de l'activité vers le secteur des services commença à avoir un effet négatif sur la productivité; depuis 1950, cet effet avait été plutôt positif.

On estime que cette "tertiarisation" joue dans une proportion d'environ 30% dans le déclin de la croissance de la productivité. Ce qui signifie que près du tiers du ralentissement enregistré durant les années '70 est dû à la "tertiarisation" de l'activité de production.

Ce 30% ne tient pas compte d'un autre facteur, que nous n'avons pu encore quantifier, et qui concerne la "tertiarisation" intervenue à l'intérieur même des secteurs producteurs de biens (industries manufacturières, d'extraction...). Comme chacun a pu l'observer, une part de plus en plus importante de l'emploi y est consacrée à des activités administratives ou de traitement de l'information.

Notons que deux secteurs, celui des industries de services et des industries manufacturières, contribuent moins que leur part au freinage de la croissance de la productivité. Pendant ce temps, trois autres secteurs: industries d'extraction, électricité/gaz et construction contribuent de leur côté beaucoup plus que leur part à ce ralentissement de productivité.



Ainsi, les industries de services ont contribué au ralentissement économique dans une proportion de 19,5% depuis 1950, mais cette industrie comptait alors pour 47% de la main d'oeuvre. Par contre, les industries d'extraction, mines, carrières et puits de pétrole contribuent à 8,3% du ralentissement même si elles ne comptent que 2,7% de la main d'oeuvre.

Dans les industries de la construction on observe aussi un tassement plus grand que le tassement moyen. Elles contribuent 11,4% au ralentissement de la croissance de la productivité tout en n'occupant que 8,2% de la main d'oeuvre. Le secteur de la production et de la distribution de l'électricité et du gaz semble lui aussi être le lieu d'un ralentissement plus marqué qu'ailleurs de la croissance de la productivité. Même s'il n'emploie que 1,4% de la main d'oeuvre, il a contribué pour plus de 2% à la compression des gains de productivité.

Ya-t-il moyen d'expliquer l'ensemble de ces phénomènes?

Les explications culpabilisantes du patronat:

Le patronat, comme on l'a vu plus haut, cherche des explications à cette situation. Il cherche des coupables.

Ce seraient:

- La détérioration des conditions d'exploitation des ressources humaines;
- L'intensification des résistances ouvrières aux changements de l'organisation du travail;
- Le désintérêt des travailleurs pour le travail bien fait;
- Le développement de contraintes gouvernementales en matière de santé et sécurité au travail;
- Les effets négatifs des nouvelles contraintes gouvernementales imposées pour la protection de l'environnement.

Qu'en est-il au juste?

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Il ne fait pas de doute que depuis le début des années '70, la pression des groupes écologistes et d'un mouvement d'opinion de plus en plus profond pour la protection de l'environnement s'est intensifiée, provoquant l'imposition de contraintes législatives nouvelles aux entreprises.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est aussi vrai que depuis le début des années '70, le mouvement syndical a intensifié ses luttes contre les conditions de travail malsaines et dangereuses, luttes qui ont abouti à des contraintes nouvelles dans les conventions collectives et à des lois étendant à toutes les entreprises certaines de ces contraintes.

ORGANISATION DU TRAVAIL

Il est vrai que le mouvement syndical se préoccupe de plus en plus de l'organisation du travail et que la résistance — passive ou active — des travailleurs au processus de travail déshumanisant s'intensifie.

LA VRAIE QUESTION

Il ne s'agit donc pas de nier que ces pressions, ces résistances, ces luttes, les lois qu'elles ont parfois amenées, aient pu entraîner des investissements qui n'étaient pas de nature à engendrer des gains de productivité. Ni de nier que l'augmentation de la résistance au travail déshumanisant ait pu amener un "tassement de l'efficacité technique" des équipements existants et provoqué une réduction des gains de productivité.

Mais si cela est vrai, la question qui doit être posée est la suivante:

Tout cela a-t-il été si brutal, si coûteux, si largement répandu dans l'industrie canadienne pour avoir pu provoquer, à partir de 1973, une chute de 20, 15, 10 pourcent des gains annuels de productivité?

Cela ne semble pas possible. Surtout si on prend en compte le fait suivant: les chutes de productivité sont plus importantes dans les secteurs industriels qui emploient le moins de main d'oeuvre (extraction électricité/gaz) alors qu'elles sont moins importantes dans les secteurs qui emploient plus de main d'oeuvre (Services).

Autrement dit, plus un secteur emploie de main d'oeuvre, moins on constate de baisse de productivité.

Voilà qui devrait faire réfléchir le patronat!



UNE AUTRE HYPOTHÈSE PLUS PLAUSIBLE

Une autre hypothèse pourrait mettre en relief un train de facteurs d'une toute autre nature; elle rendrait compte de la soudaine inefficacité des investissements dans l'industrie manufacturière; elle expliquerait la sous-utilisation chronique des capacités en place dans ce secteur; elle fournirait enfin une explication plausible de la compression dramatique des gains de productivité dans les secteurs de l'extraction, de la construction et de l'électricité.

LENTEMENT À PARTIR DE 1966, PUIS BRUTALEMENT ET PROFONDÉMENT À PARTIR DE 1973, L'APPAREIL DE PRODUCTION DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE NORD-AMÉRICAIN SE DÉMODE, EN REGARD DE L'UTILISATION DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES.

Cet appareil de production est fait pour consommer beaucoup de matières premières, énormément d'énergie. Il est fait pour produire des biens — équipements de production, véhicules de transport — qui eux aussi consomment beaucoup d'énergie. Cela se comprend.

"L'ÂGE D'OR ÉNERGÉTIQUE"

Cet appareil de production a été presque tout entier construit au cours d'une période où il était possible d'exploiter au pays des sources de matières premières et d'énergie aisément accessibles. Où il était aussi possible de piller, sans contrainte et surtout en toute tranquillité, les ressources naturelles et énergétiques du tiers-monde.

Il est intéressant de constater qu'entre 1960 et 1966, les prix du gaz naturel et de l'essence n'avaient augmenté que de 0,1% et de 1,5% par année; que ceux de l'électricité et du fuel-oil avaient même diminué de 0,4% et de 2,5% par année. Ces deux dernières énergies étant utilisées largement par l'industrie manufacturière voyaient leur prix augmenter nettement moins vite que celui des autres biens et services.

Cette situation avantageuse commence à se détériorer à partir de 1966.

UN CHANGEMENT PERCEPTIBLE

Il faut commencer à penser au harnachement de cours d'eau plus lointains; à l'exploitation de puits de pétrole plus difficiles d'accès ou encore différents (sables bitumineux); à se rabattre sur des gisements moins riches ou moins accessibles en matière de minerais. Tout cela n'est pas encore dramatique mais il faut se préparer à investir davantage dans les secteurs de l'énergie et des ressources et à adapter l'industrie manufacturière à une moins grande abondance de ressources naturelles et énergétiques.

Déjà, entre 1966 et 1972, le prix du fuel-oil, de l'électricité, du gaz naturel et de l'essence augmentent de 4,3%, 4,9%, 0,4% et 2,5% par année. Le phénomène est cependant si graduel qu'il demeure possible de continuer de produire les mêmes biens avec le même appareil de production et de poursuivre le développement de cet appareil de production dans la même direction quitte, pour maintenir les profits, à augmenter le prix des produits.

On n'est pas encore trop pressés par les compétiteurs étrangers, japonais et européens, capables déjà de produire des biens mieux adaptés au resserrement des approvisionnements en matières premières et en énergie, ayant dû s'adapter beaucoup plus tôt en l'absence de ces richesses.

LE CHOC

Entre 1972 et 1974, le prix du fuel-oil augmente de 45% et celui de l'essence de 23%. Plusieurs considèrent cette hausse comme la concrétisation la plus spectaculaire et la mieux réussie de la volonté des pays du tiers-monde de rompre avec les conditions d'échanges inégales qui leur sont imposées par les pays industrialisés, et sans doute cela est-il vrai!

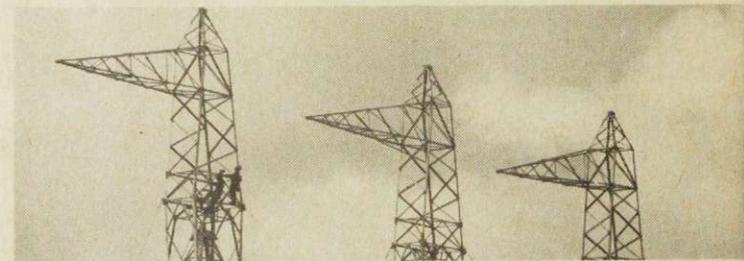
Par contre, cette hausse n'est pas, pour autant, contraire aux intérêts des multinationales du pétrole, ni même aux plans de développement à long terme définis pour certains grands pays industrialisés comme les États-Unis et le Canada.

Cette hausse a causé des problèmes à court terme, bien entendu, en forçant une reconversion accélérée des industries manufacturières en même temps que devait se faire l'accumulation de capitaux nécessaires à l'exploitation de ressources énergétiques moins accessibles ou encore plus difficiles à extraire.

Pour les industries manufacturières, pour l'industrie automobile, pour les industries à forte consommation d'énergie sous forme de fuel-oil, le choc est sévère.

D'autres secteurs larges de l'industrie connaîtront quelques années plus tard un choc semblable lorsque, entre 1974 et 1976, le prix du gaz naturel grimpera de 49,8% et que le coût de l'électricité augmentera de 33% entre 1975 et 1977.

L'industrie manufacturière canadienne doit donc, pour un temps, investir des sommes considérables pour procéder à sa reconversion accélérée. Tout va se passer comme si le stock de capital fixe de l'industrie manufacturière s'était mis à se déprécier beaucoup plus rapidement qu'avant. Ceci explique sans doute la chute assez brutale des gains de productivité qu'entraînent, à partir de 1974, les investissements faits dans le secteur manufacturier; une bonne part de ces investissements équivalent à de l'amortissement.



DÉVELOPPEMENT ACCÉLÉRÉ DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Le choc pétrolier de '73 eut un autre effet, celui de déclencher le processus d'exploitation des ressources énergétiques canadiennes, parce que la hausse des prix les avait rendus immédiatement rentables.

De 19\$ milliards dans les années '60, les investissements dans ce secteur passent à 71,8\$ milliards durant les années '70, surtout dans la deuxième moitié. On comprendra que ces investissements massifs ont drainé des capitaux qui n'étaient plus, de ce fait, disponibles pour d'autres formes d'investissements. L'effet combiné des pertes de productivité associées aux grands projets énergétiques entraîne un ralentissement de la capacité de générer des gains et donc la propension de l'économie canadienne à investir et à embaucher.

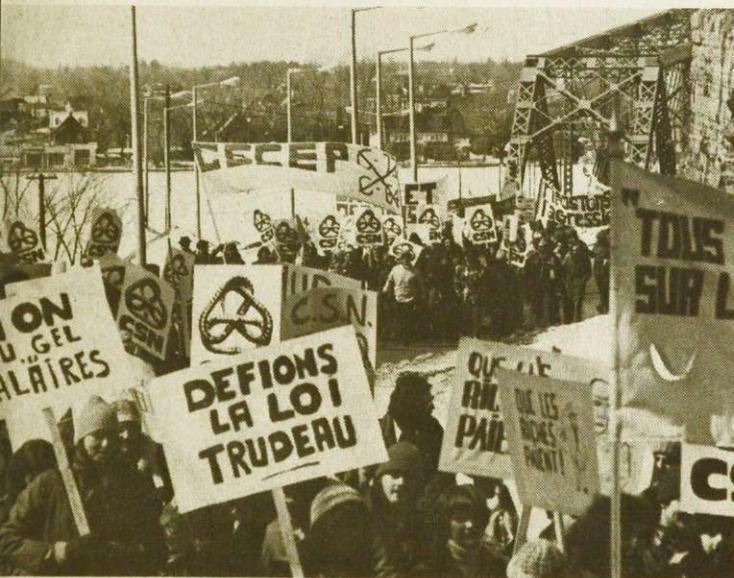
Mais pour procéder rapidement à cette reconversion de l'industrie manufacturière et à ses réinvestissements dans le secteur énergétique, les capitalistes doivent pouvoir s'assurer pour une période assez longue de taux de profits relativement élevés pour assurer une part d'autofinancement.

D'autre part, l'accumulation du capital pour transformer ou remplacer un appareil de production prématurément démodé n'entraîne pas, à court terme, de gains de productivité.

Des luttes résultent de cette priorité d'accumuler le capital:

- 1) lutte des profits contre les salaires pour l'élargissement de l'autofinancement;**
- 2) compression de la consommation pour augmenter l'épargne disponible au financement des investissements;**
- 3) pressions patronales sur l'organisation du travail pour augmenter la productivité à peu de frais.**

La hausse des prix pour maintenir ou accroître les taux de profit lance le début de la lutte. La réaction, c'est l'exigence des travailleurs syndiqués à l'égard de la protection de leur pouvoir d'achat et du maintien d'une part équitable d'enrichissement. Une bonne part de l'inflation connue dans les années '70 est le résultat de l'entêtement des entreprises qui cherchent à élargir leur marge de profits en haussant leurs prix.



Au début, la résistance des travailleurs organisés leur a permis de maintenir leur pouvoir d'achat, mais dans la mesure où cette résistance empêchait le maintien des taux de profits, le gouvernement fédéral est intervenu dans cette lutte des profits contre les salaires par le biais de la loi C-73.

Les dernières années semblent indiquer un recul des travailleurs syndiqués. Quant aux travailleurs non syn-

diqués et aux personnes défavorisées, la hausse des prix n'a été amortie d'aucune façon, comme on l'a vu au début.

Les taux d'intérêts élevés, d'un autre côté, permettent d'élargir l'épargne intérieure et attirent les capitaux étrangers. Une victoire du capital sur ces deux terrains, soit la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et une diminution importante des dépenses de consommation due au coût de crédit trop élevé, entraîne à court terme, bien sûr, l'accumulation de capital nécessaire pour l'investissement.

Mais cela déclenche en même temps, vu la faiblesse de la demande, un ralentissement de la production, une augmentation du chômage et, à la limite, une diminution des profits. Donc, une diminution de la possibilité de l'autofinancement pour les entreprises.

Cette politique autodestructrice produit donc l'effet contraire de celui escompté, en entraînant une chute des profits, sans remédier à aucun des maux qu'elle a créés.

La dégradation constatée au cours des derniers mois: chômage, mises à pied, fermetures d'usines, est précisément la conséquence de cette politique.

Enfin, la volonté manifestée par le patronat de réorganiser le travail à plusieurs endroits est significative de son intention d'augmenter la productivité à peu de frais, sans que des investissements importants ne soient nécessaires. Ce sont les travailleurs et les travailleuses qui doivent supporter ces changements.

LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS

Dans cette pièce, les gouvernements sont des acteurs majeurs, surtout le fédéral. D'une manière générale, leurs interventions au cours des années '70 ont été guidées par le souci de garantir le niveau et la rapidité de l'augmentation du capital. Le gouvernement fédéral en particulier qui, en octobre 1975, est intervenu sur le terrain de la lutte salaires-profits (loi C-73) à un moment où les taux de profits paraissaient décliner. Il est aussi intervenu à la même époque pour freiner la croissance du salaire minimum.

Sur le terrain de la compression de la consommation, le fédéral est intervenu en réduisant ses propres investissements, en abaissant le fardeau fiscal des corporations et des particuliers et en maintenant les taux d'intérêts à des niveaux très élevés. À toutes ces interventions, il faut ajouter les subventions directes aux entreprises pour le développement ou la transformation de l'appareil productif.

Le gouvernement québécois, malgré certaines hésitations, est engagé dans la même direction.

Les interventions des gouvernements contribuent donc à approfondir la récession, sans pour autant ralentir l'inflation et tout en accentuant le chômage.

dossier CSN décembre 1981



CSN

Produit par le service de l'information de la CSN

**Perspectives et plan d'action
adoptés par le conseil confédéral
élargi sur la crise
le 12 décembre 1981**



Le patronat et les gouvernements sont en voie de réussir à faire payer par les travailleurs, chômeurs, assistés sociaux, jeunes, femmes, les coûts effrayants de toutes ces transformations. C'est ce que révèlent en tout cas les données touchant le chômage, les salaires, l'inflation que nous avons vues au début de ce document.

Mais si le monde ordinaire avait été consulté, les plans de développement qui nous frappent si durement auraient-ils été élaborés et appliqués de la même façon, sans que ne soient pris en compte les coûts sociaux, les souffrances engendrées?

Parce que ce sont finalement les travailleurs et les travailleuses qui font les frais de ces décisions économiques, nous soutenons qu'ils doivent être présents quand des décisions qui déterminent le développement économique et social de tout un pays sont prises; nous soutenons qu'ils ont un pouvoir à exercer.

La menace la plus grande, à l'heure actuelle, est donc celle d'une récession provoquée par une trop grande faiblesse de la demande.

Des mesures doivent donc être prises d'urgence pour relancer la demande.

Cela paraît d'autant plus possible que la reconstruction de l'appareil productif de l'industrie manufacturière est assez avancée. Il semble aussi possible d'étaler sur une plus grande période le développement des ressources énergétiques, ce qui aura pour effet de déplacer le partage du revenu national des profits aux salaires, de l'épargne à la consommation, augmentant ainsi la demande.

Dans un document adopté par le conseil confédéral élargi sur la crise en décembre et intitulé "Perspectives et plan d'action", la CSN met de l'avant certains éléments pour un programme d'urgence.

Ce document de 16 pages a été distribué dans les syndicats; les militants sont invités à le consulter pour prendre connaissance des principales revendications qui sont mises de l'avant par la centrale, de même que les moyens proposés pour que ces revendications puissent être satisfaites.

